

Education : nouveau ministre, anciens problèmes...

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Conseil de la nation
Bensalah informe Tebboune de sa volonté de se retirer

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4972 - Dimanche 5 janvier 2020 - Prix : 10 DA



Gouvernement / Installation

Ammar Belhimer prend ses fonctions de ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

Page 4

Deux guerres probables pour commencer 2020

Par Mohamed Habili

La première semaine de la nouvelle année ne s'est pas encore tout à fait écoulée que voilà deux guerres qui menacent, l'une dans notre proximité immédiate et l'autre dans une région jouxtant celle à laquelle nous appartenons. Pour autant, ni l'une ni l'autre guerre ne sont fatales, aussi longtemps en tout cas qu'elles n'auront pas éclaté. Bien qu'il ait reçu le feu vert du Parlement turc, encore que ce ne soit pas sans une certaine opposition en son sein, Recep Tayyib Erdogan n'est pas pour cela tenu de faire ce qu'il avait promis : envoyer des troupes en Libye pour aider à repousser l'offensive des forces de Tobrouk commandées par Khalifa Haftar contre Tripoli. Le maréchal Haftar non plus n'est pas obligé de relancer une attaque qui marque le pas depuis maintenant plusieurs mois, d'autant que cette décision a déjà été prise, qui plus est non sans solennité, sans qu'elle ait été suivie d'effet pour autant. Bien des choses peuvent survenir susceptibles de faire revenir le président turc sur son projet d'occupation d'une partie de la Libye, un projet qui ressemble tant à ce à quoi à force de ténacité et de roubardise il était parvenu en Syrie : s'adjuger un morceau d'un pays arabe désormais sans Etat. Une offensive de l'armée syrienne et de ses alliés sur Idleb est l'une de ces possibilités qui pourraient sinon annuler du moins retarder la mise en œuvre de son plan libyen.

Suite en page 3

L'Iran crie vengeance, les États-Unis frappent de plus belle

Le monde sur une poudrière



Ph/D. R.

Des milliers d'Irakiens, dont des dirigeants de l'Etat, ont participé hier à Bagdad aux obsèques du puissant général iranien Qassem Soleimani, tué dans un raid américain en Irak, qui fait redouter une nouvelle escalade entre l'Iran et les Etats-Unis.

Lire page 2

Tizi Ouzou

75% des budgets d'équipement n'ont pas été consommés en 2019

Page 3

Opéra d'Alger

«Dzair, rihla fi zman» bientôt présentée au public

Page 13

L'Iran crie vengeance, les États-Unis frappent de plus belle

Le monde sur une poudrière

■ Des milliers d'Irakiens, dont des dirigeants de l'Etat, ont participé hier à Bagdad aux obsèques du puissant général iranien Qassem Soleimani, tué dans un raid américain en Irak, qui fait redouter une nouvelle escalade entre l'Iran et les Etats-Unis.

Par Meriem Benchaouia

Craignant des représailles, la coalition internationale antijihadiste emmenée par les Etats-Unis a réduit ses opérations et renforcé la sécurité de ses bases en Irak, a indiqué un responsable américain. Quelques heures après le raid vendredi qui a également coûté la vie à un commandant irakien des paramilitaires pro-iraniens du Hachd al-Chaabi, les Etats-Unis ont annoncé le déploiement de 3 000 à 3 500 soldats supplémentaires dans la région pour renforcer la sécurité des soldats et diplomates américains. Avant l'aube, un nouveau raid a visé au nord de Bagdad un convoi du Hachd al-Chaabi, a annoncé la télévision d'Etat, en accusant les Etats-Unis. «Il y a eu des morts et des blessés», a assuré le Hachd. Un porte-parole de la coalition antijihadiste emmenée par les Etats-Unis a assuré qu'«aucun raid américain ou de la coalition n'avait eu lieu». Avant lui, le colonel Myles Caggins, s'exprimant uniquement au nom de la coalition, avait dit que «la coalition n'a pas mené de raids au nord de Bagdad ces derniers jours». L'assassinat dans une attaque de drone américaine vendredi à Bagdad de Soleimani, l'architecte de la stratégie iranienne au Moyen-Orient, et d'Abou Mehdi al-Mouhandis, l'homme de l'Iran en Irak, près de l'aéroport de Bagdad, a fait craindre une conflagration. Téhéran a promis «une dure vengeance au bon endroit et au bon moment» après la mort de Soleimani, chef de la Force Qods des Gardiens de la révolution, chargée des opérations extérieures d'Iran. L'attaque, qui suscite un fort sentiment anti-américain en Irak, a tué au total 10 personnes, cinq Irakiens et cinq Iraniens. «Mort à l'Amérique», a scandé une dense foule dans le quartier chiite de Kazimiya à Bagdad, massée autour des cercueils du général iranien, de son lieutenant irakien et des huit autres victimes, leurs funérailles devant être l'occasion d'une nouvelle démonstration de force de Téhéran et de ses alliés locaux.

Appels au calme et crainte d'une flambée



de violence

En réaction à cet acte, les appels à la désescalade et au calme se sont multipliés, craignant «une flambée généralisée de violence dans toute la région du Proche-Orient et la montée des forces obscures du terrorisme qui prospèrent en période de tensions religieuses et nationalistes». Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a assuré que son pays «souhaitait la désescalade», justifiant encore une fois que «le général Soleimani préparait dans la région une «action d'envergure» menaçant des centaines de vies américaines». Le Kremlin a mis en garde contre le risque d'«aggraver sérieusement la situation au Proche-Orient», précisant que le président russe Vladimir Poutine avait exprimé sa «préoccupation» lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Emmanuel Macron. La France a ainsi appelé chacun à la retenue et l'Iran à éviter toute mesure susceptible d'aggraver l'instabilité régionale ou de conduire à une grave crise de prolifération nucléaire, dans un communiqué du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Quant à lui, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit profondément préoccupé par la récente escalade et a appelé à la retenue dans le Golfe et plaidé en faveur de la désescalade dans la région. «C'est un

moment où les dirigeants doivent exercer un maximum de retenue», a déclaré le chef de l'ONU. «Le monde ne peut pas se permettre une nouvelle guerre dans le Golfe», a-t-il ajouté. Pour Pékin, «la paix et la stabilité de la région du Golfe, au Moyen-Orient, doivent être sauvegardées», exhortant à faire preuve de calme et de retenue afin d'éviter une escalade des tensions actuelles dans la région, s'opposant depuis toujours au recours à la force dans les relations internationales et maintient à ce que toutes les parties doivent respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies et les normes fondamentales régissant les relations internationales». L'Otan, de son côté, a dit surveiller de très près la situation dans la région, tout en maintenant une présence limitée sur le territoire irakien. L'Union européenne (UE), l'Inde, la Turquie et l'Egypte ont aussi appelé l'ensemble des acteurs concernés par l'escalade des tensions en Irak à faire preuve de «la plus grande retenue et de responsabilité et l'arrêt immédiat de toute sorte d'interventions régionales dans les pays arabes et les affaires de leurs peuples».

Mort de Soleimani : la Chine exhorte les Etats-Unis à «ne pas abuser de la force»

La Chine a exhorté hier les

Etats-Unis à «ne pas abuser de la force» au lendemain de la mort du général iranien Qassem Soleimani dans un raid américain vendredi à Bagdad. «La dangereuse opération militaire américaine viole les normes fondamentales des relations internationales et va aggraver les tensions et les turbulences régionales», a indiqué à son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, lors d'un échange téléphonique, selon un communiqué publié sur le site de son ministère.

La montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran en Irak s'inscrit dans le cadre du contentieux grandissant entre les deux pays sur le programme nucléaire iranien depuis le retrait unilatéral américain, en mai 2018, de l'accord international conclu trois ans plus tôt entre Téhéran et cinq grandes puissances. La Chine «s'oppose au recours à la force dans les relations internationales. Les moyens militaires tout comme la pression extrême sont voués à l'échec», a assuré M. Wang, cité dans le communiqué.

La veille déjà, Pékin a fait part de sa préoccupation et a appelé au «calme» après le raid américain qui menace de raviver les tensions au Moyen-Orient.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a décrété vendredi un deuil national de trois jours dans son pays,

s'est engagé à «venger» la mort du général Soleimani.

L'Otan suspend ses opérations d'entraînement en Irak

L'Otan a suspendu ses opérations d'entraînement en Irak, a indiqué hier le porte-parole de l'Alliance nord-atlantique, Dylan White, après la mort du général iranien, Qassem Soleimani, dans un raid américain vendredi à Bagdad. «La mission de l'Otan continue mais les activités d'entraînement sont actuellement suspendues», a déclaré M. White, cité par des médias. Le porte-parole de l'Otan a, par ailleurs, confirmé que le secrétaire général de l'Alliance nord-atlantique, Jens Stoltenberg, s'était entretenu par téléphone avec le ministre américain de la Défense, Mark Esper, après les récents événements. La veille, un porte-parole de l'organisation a déclaré que l'Otan «surveille la situation de très près» après la mort du général Soleimani. La mission de l'Otan en Irak, qui compte quelques centaines de soldats, entraîne depuis octobre 2018 les forces de ce pays à la demande du gouvernement irakien pour empêcher le retour du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech).

M. B.

Conseil de la nation

Bensalah informe Tebboune de sa volonté de se retirer

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu une lettre de M. Abdelkader Bensalah l'informant de sa volonté de mettre fin à son mandat à la tête du Conseil de la nation», précise le communiqué qui ajoute que «le président de la République lui a adressé la réponse suivante : «M. Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, Cher frère, Vous m'avez

informé par le biais de votre correspondance du 29 décembre 2019 de votre volonté de mettre fin à votre mandat à la tête du Conseil de la nation. En vous remerciant de m'informer en premier de votre décision, je tiens à vous réitérer ma profonde gratitude et la reconnaissance de la patrie pour votre dévouement et abnégation au ser-

vice de l'institution parlementaire, de l'Etat algérien et de notre peuple. L'histoire retiendra, incontestablement, que vous n'avez eu de cesse d'être l'homme de la situation à chaque fois que le pays a fait appel à vous. Veuillez agréer M. le président, l'expression de mes sentiments respectueux».

G. H.

Plus de 9 millions d'élèves vont reprendre aujourd'hui le chemin de l'école

Education : nouveau ministre, anciens problèmes...

■ Les élèves des trois paliers «primaire, CEM, lycée» vont reprendre aujourd'hui le chemin de leurs établissements éducatifs. En effet, après deux semaines de vacances d'hiver, plus de 9 millions d'élèves vont entamer un deuxième trimestre avec un nouveau ministre.

Par Thinhenne Khouchi

Dès aujourd'hui, 9 110 000 élèves des trois paliers vont entamer le deuxième trimestre au titre de l'année scolaire 2019-2020. En effet, après un premier trimestre perturbé pour certains et calme pour d'autres, et des résultats «meilleurs» comparés à ceux du premier trimestre de l'année passée, selon l'ex-ministre de l'Education, Abdelhakim Belabed, et deux semaines de vacances d'hiver, les élèves vont reprendre le chemin de leurs établissements éducatifs. Ce deuxième trimestre sera présidé par un nouveau ministre de l'Education nationale, Mohamed Oudjaout qui va apporter, à son tour, de nouvelles mesures et du changement à son secteur. Ce dernier est surtout confronté aux problèmes de son secteur, notamment ceux du palier du primaire. En effet, la Coordination des enseignants du primaire l'a annoncé il y a quelques jours seulement. Dès la première semaine de ce deuxième trimestre, ils vont renouer avec la protestation pour avoir gain de cause. Notons que l'ex-ministre de l'Education nationale, Belabed, avait refusé, durant tout le premier trimestre, d'organiser une réunion avec les représentants de la Coordination car «elle n'a aucune couverture syndicale». Le nouveau ministre devra donc apporter des solutions concrètes aux revendications des enseignants du primaire au plus vite s'il ne veut pas entamer sa fonction par des grèves. La Coordination des enseignants du primaire a décidé d'entrer en grève le mercredi de la première semaine et de la deuxième «8 et 15 janvier» avec l'organisation de sit-in devant les directions de l'éducation puis



Ph. > D. R.

reprendre sa grève cyclique chaque lundi jusqu'à satisfaction des revendications des enseignants. Ainsi, les enseignants du primaire revendiquent l'application du décret présidentiel 14/266 du 28 septembre 2014, fixant la grille indiciaire et le versement des indemnités avec effet rétroactif, ainsi que le droit à la formation et à la promotion. L'équité entre les enseignants des trois paliers de l'éducation en termes de volume horaire et de classification. L'introduction de la spécialisation dans le cycle primaire pour un enseignement de qualité, la création de nouveaux grades et l'ouverture de concours internes permettant aux instituteurs d'accéder à des postes supérieurs de directeur et d'inspecteur. La Coordination réclame aussi l'augmentation des salaires des enseignants du primaire de 30 000 dinars pour faire face à la détérioration du pouvoir d'achat. La Coordination appelle aussi le ministre de

l'Education «en personne» à tenir une réunion avec les représentants de la Coordination des enseignants du primaire pour trouver les réponses et des solutions à leurs revendications. En outre, concernant le calendrier des examens nationaux et des vacances de l'année scolaire 2019/2020, l'ex-ministre avait indiqué que les dates des épreuves de fin de cycle et des vacances avaient été revues afin de les adapter à certaines situations et à répondre aux revendications des enfants du Sud qui souffrent des températures élevées, notamment en fin d'année scolaire. Et afin de «garantir l'encadrement nécessaire avant la reprise en début d'année», la prochaine rentrée scolaire a été fixée au 13 septembre 2020, et les examens de fin d'année ont été avancés. A noter que le département de l'Education nationale avait arrêté le calendrier des examens scolaires nationaux session

2019/2020, de façon à organiser l'examen de fin du cycle primaire le 28 mai 2020, celui du brevet de l'enseignement moyen (BEM) du 1er au 3 juin 2020 et les épreuves du baccalauréat du 7 au 11 juin 2020. De surcroît, l'inscription aux examens nationaux s'effectue cette année et pour la première fois via la plateforme numérique en l'espace d'une semaine, contrairement à l'ancien mode d'inscription depuis les cybercafés qui perdurait autrefois plus d'un mois. Plus explicite, Belabed avait relevé le taux de 95% des inscriptions des élèves des trois paliers d'enseignement une semaine après le lancement de cette opération. Enfin, notons que quelque 2 148 000 candidats sont concernés par les examens scolaires nationaux au titre de l'année scolaire 2019/2020, dont 852 000 petits inscrits à l'examen de fin du cycle primaire (cinquième), 667 000 adolescents au BEM et 628 candidats au Bac. T. K.

Tizi Ouzou

75% des budgets d'équipement n'ont pas été consommés en 2019

La wilaya de Tizi Ouzou a enregistré en 2019 un taux faible de consommation des budgets alloués par l'Etat au chapitre des équipements pour les différents programmes (PSC, PSD et PCD)

visant le développement local. Celui-ci n'a pas dépassé les 25%, selon les chiffres présentés au wali à l'arrêt provisoire des écritures de fin d'année 2019. Il est en recul comparativement à l'exercice 2018

durant lequel le taux de consommation avait atteint 39%. Même avec la comptabilisation des mandats déposés en instance totalisant plus de 1,3 milliard de DA, le taux de consommation restera faible.

L'année dernière les autorités avaient mis en avant comme raison principale du faible taux de consommation le retard pour l'octroi de ces enveloppes financières.

Hamid M.

Réaction partisane

Le FFS contre l'intervention étrangère en Libye

Le Front des Forces socialistes (FFS) s'est exprimé vendredi, lors d'un meeting populaire à Tizi Ouzou, contre l'intervention étrangère en Libye qui «menacerait la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Algérie». Le premier secrétaire national de ce parti Hakim Belahcel qui a animé ce meeting organisé à la Placette du musée pour commémorer le 4^e anniversaire de la disparition du leader du parti Hocine Ait Ahmed (décédé le 23 décembre 2015), a

exprimé «l'inquiétude» de son parti suite aux derniers développements enregistrés dans ce pays voisin. M. Belahcel a ajouté que «le FFS espère que la communauté internationale et les pays de la région tirent les conclusions idoines des expériences du passé et des tragédies humanitaires engendrées par la prolifération de la violence et du chaos». Il a rappelé «le bilan affligeant et désastreux» des interventions étrangères dans certains pays, où «des

nations entières sont déshumanisées et décimées et des millions de personnes se voient proie à l'exode, à la mort et aux multiples trafics et exploitation». Le premier secrétaire national du FFS, qui a exprimé sa «grande joie» et son «soulagement» suite à la libération des personnes arrêtées lors des marches populaires (hirak), a réitéré, par la même, la position traditionnelle de sa formation politique sur la «nécessité d'aller vers la constituante comme issue de la

crise politique actuelle dans le pays». Lors de ce meeting, un vibrant hommage a été rendu au regretté Hocine Ait Ahmed «le militant qui a consacré sa vie pour l'Algérie en combattant le colonialisme français et en luttant pour la démocratie et les libertés» et «l'un de fervents défenseurs des droits de l'homme et des causes justes», ont témoigné MM. Laskri coordinateur de l'instance présidentielle du FFS, et Belahcel. K. Y.

LA QUESTION DU JOUR

Deux guerres probables pour commencer 2020

Suite de la page une

En effet, il n'a pu envahir le nord de la Syrie à l'est de l'Euphrate, et tout compte fait non loin des gisements pétroliers de Deir-ezzour, aujourd'hui et comme par hasard sous le contrôle des Américains, que parce que la bataille d'Idleb a été reportée sine die. Qu'elle ait enfin lieu, et ce serait la présence indue de son armée en Syrie qui deviendrait la prochaine cible de l'armée syrienne et de ses alliés. Il serait dans ce cas contraint de se concentrer de nouveau sur la défense de son pré-carré. L'envoi de troupes en vue de redonner à terme vie à la Régence de Tripoli perdrait sans doute le caractère d'urgence qu'il revêt pour lui aujourd'hui. Il n'est donc pas écrit que la guerre à nos frontières orientales, dans laquelle nous serions probablement entraînés, ait lieu au bout du compte, même si pour l'heure elle semble à peu près certaine. On peut presque en dire autant de la guerre plus lointaine qui s'est précisée ces tout derniers jours avec la liquidation de Qassem Soleimani par les Américains. Force est cependant de constater que cette deuxième guerre est plus probable que la première. Et pour cause, ce qu'ont fait les Américains équivalait tout simplement à une déclaration de guerre contre l'Iran. Celui-ci ne peut pas ne pas y répondre sans perdre à jamais la face. Or voilà le président américain, la personne même qui a donné l'ordre d'exécuter le général iranien, qui depuis la Floride où il passe les fêtes de fin d'année, déclare que son intention ce faisant n'était pas de déclencher la guerre mais...de l'empêcher au contraire. Empêcher une guerre en la déclarant, c'est bien la première fois qu'on aura entendu une chose pareille! Et Trump de s'expliquer : comme Qassem Soleimani était sur le point de faire tuer des Américains, beaucoup d'Américains, ce qui alors aurait rendu la guerre inévitable, il ne restait plus pour empêcher celle-ci que de l'abattre, lui. Ce que lui Trump a justement fait. Autrement, il aurait mis son projet à exécution, et lui Trump aurait alors été obligé de se lancer dans cette même guerre qu'il avait promis à ses électeurs de ne pas faire. Les Iraniens bien sûr ne sont pas obligés de le croire. Mais s'ils le croient, alors l'embarquement du Golfe n'aura pas lieu. M. H.

Gouvernement / Installation

Ammar Belhimer prend ses fonctions de ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

■ M. Ammar Belhimer a pris hier ses nouvelles fonctions de ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, en remplacement de M. Hassane Rabehi.

Par Hasni C.

La cérémonie de prise de fonctions s'est déroulée au siège du ministère de la Communication, en présence des cadres du ministère et des responsables de médias. Dans son allocution, M. Belhimer a mis en avant sa volonté de travailler avec l'ensemble des acteurs pour «donner un nouveau souffle au secteur de la Communication et trouver des solutions aux problèmes professionnels, matériels et organisationnels à même de lui permettre d'accomplir sa noble mission de diffusion de l'information objective et d'être au diapason des exigences de l'heure et des développements que connaît le pays». De son côté, M. Hassane Rabehi s'est dit convaincu que le nouveau ministre poursuivra le travail pour «la valorisation et la consolidation» du système d'information en Algérie et le renforcement «des chantiers de réformes» engagées dans le secteur. Titulaire de plusieurs diplômes, dont un Doctorat en droit, M. Ammar Belhimer (65 ans) a un riche parcours professionnel dans la presse et les médias, entamé dans les années 70 au journal «El Moudjahid». Il a contribué également à la création de plusieurs quotidiens et hebdomadaires. Il a été, en outre, professeur de l'enseignement supérieur à la faculté de droit (université d'Alger 1), habilité à diriger des recherches, directeur de la Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques et directeur du Laboratoire de recherche «Réalité de l'investissement en Algérie» (Université de Jijel). M. Belhimer a été également président du comité politique au sein de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM). Ammar Belhimer a écrit de nombreux articles et publié plusieurs contributions et ouvrages dans les domaines de la politique, droit international, économie et recherche scientifique. Ses plus récents ouvrages sont : «Les Dix Commandements de Wall Street», Editions ANEP (2017), «Les voies de la paix», Editions ANEP (2018) et «2049, l'année du serpent de terre. Quel avenir pour les BRICS ?», Editions ANEP (2019). Abderrahmane Benbouzid et Djamel Benbahmad prennent leurs fonctions de ministre de la Santé et ministre délégué chargé de l'industrie pharmaceutique M. Abderrahmane Benbouzid a pris hier à Alger, ses fonctions de ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en remplacement de M. Mohamed Miraoui, de même que Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad qui a été installé



dans ses fonctions de ministre délégué, chargé de l'industrie pharmaceutique. Intervenant lors de la cérémonie de passation des pouvoirs au siège du ministère, M. Benbouzid qui occupait le poste de chef de service orthopédie à l'Etablissement hospitalier spécialisé de Ben Aknoun et professeur à la Faculté de médecine d'Alger, a relevé qu'il hérite d'un poste de responsabilité à la tête d'un secteur «très sensible et en contact direct avec les citoyens». Il a estimé que la situation du secteur de la santé est «très difficile», d'où la nécessité de «conjuguer les efforts» pour «réussir le défi de changer l'image de ce secteur». «Je vous demande de m'aider dans cette mission difficile afin de ne pas commettre les mêmes erreurs», a-t-il lancé aux cadres du ministère, faisant observer que «le seul critère de réussite demeure le travail et la persévérance». Rappelant qu'il exerce depuis 44 ans dans le corps de la santé où il a gravi tous les échelons, le nouveau ministre a insisté sur la nécessité de «donner une image positive à la santé en Algérie». De son côté, M. Benbahmad a relevé que le département qu'il dirige est nouveau, s'engageant à «développer l'industrie pharmaceutique en Algérie». Le ministre délégué chargé de l'industrie

pharmaceutique, qui est pharmacien de formation depuis 1991, a indiqué à ce propos que l'Algérie «dispose des capacités de développer davantage l'industrie pharmaceutique et de la diversifier dans le but d'aller vers l'exportation».

Jeunesse et Sports : le nouveau ministre, Sid Ali Khaldi, prend ses fonctions

Le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a pris hier à Alger, ses nouvelles fonctions en remplacement de Raouf Salim Bernaoui, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence des cadres du secteur. «Je remercie le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance placée dans ma personne à la tête d'un secteur stratégique qui constitue une des priorités de son programme, à travers le lancement d'un processus pour la promotion du département de la jeunesse et des sports. Je veillerai à assurer la poursuite des efforts consentis par mon prédécesseur qui a pris le relais de ce secteur dans une conjoncture très difficile», a déclaré M. Khaldi dans une brève allocution, en présence de Noureddine Morcelli, le nouveau

secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite. Après avoir remercié son prédécesseur pour le travail accompli durant les huit derniers mois à la tête de ce secteur, le nouveau ministre a exprimé sa détermination à séparer «l'argent sale du sport et à poursuivre le travail engagé jusque-là dans le cadre de la stabilité, de la concertation et de la coordination avec tous les acteurs concernés, au sein d'une République démocratique qui respecte les lois et règles de l'éthique». De son côté, le désormais ancien ministre de la Jeunesse et des Sports a passé en revue les «réalisations» accomplies sous sa direction, notamment la consécration dans les différentes disciplines avec, à la clé, «plus de 1 120 médailles dont 333 en or, grâce aux efforts des athlètes et le travail des cadres du MJS à tous les niveaux». Lors de cette cérémonie, l'ancien champion olympique de 1500 m, Noureddine Morcelli, a pris également ses fonctions de secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite. «C'est une grande responsabilité, notamment dans cette conjoncture sensible que traverse le pays, d'où la nécessaire conjugaison des efforts et de la coopération au service du pays pour répondre aux aspirations de

nos sportifs qui s'apprentent à participer aux Jeux olympiques 2020 à Tokyo et Jeux méditerranéens 2021 à Oran», a-t-il souligné.

... Et Malika Bendouda au ministère de la Culture

M^{me} Malika Bendouda a pris hier ses nouvelles fonctions de ministre de la Culture en remplacement de M. Hassane Rabehi. La cérémonie de prise de fonctions s'est déroulée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria en présence des cadres du ministère et des responsables de structures de la culture. Dans son allocution, Malika Bendouda a mis en avant sa volonté de «revoir la conception générale de la culture et de réconcilier le citoyen avec sa culture et son identité». La ministre a également annoncé un prochain «débat sur la politique culturelle du pays», considérant la culture comme «un secteur vital (...) aujourd'hui en crise». Pour sa part, M. Hassan Rabehi a salué «l'abnégation et le dévouement des cadres du ministère et ses structures qui ont assuré la continuité du secteur et accompli leurs missions malgré les conditions difficiles durant ces derniers mois».

H. C./APS

Importations des véhicules de moins de 3 ans

Un arrêté interministériel fixera les modalités d'application

Un arrêté interministériel, fixant les modalités d'application de l'importation des véhicules de moins de trois ans, autorisée par la loi de finances 2020, est actuellement en cours de préparation, a indiqué la Direction générale des Douanes (DGD), dans un communiqué. Les modalités d'application relatives à cette mesure ainsi qu'au contrôle de conformité des véhicules de tou-

risme usagés, qui seront importés, seront «fixées par arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances et des Mines, en cours de préparation et qui sera publié au Journal officiel», précise la DGD. L'article 110 de la loi de finances pour 2020 autorise l'importation des véhicules de tourisme de moins de trois ans d'âge, par les particuliers

résidents, une fois tous les trois ans, avec paiement des droits et taxes relevant du régime de droit commun et sur leurs «devises propres», par débit d'un compte devises ouvert en Algérie. La loi de finances 2020 autorise l'importation des voitures avec moteurs à essence ou diesel, mais dans le respect des normes environnementales.

Ayman B.

Finance

La Chine lève une restriction aux investissements étrangers

■ La Chine a levé une restriction majeure aux investissements étrangers dans le secteur financier, une mesure réclamée de longue date par les Etats-Unis avec lesquels elle est engagée dans un bras de fer commercial.

Par Salem K.

Les banques étrangères peuvent désormais établir des succursales en Chine et détenir la totalité du capital sans nécessairement



livrent depuis mars 2018 à une guerre commerciale sans merci qui s'est traduite par des droits de douane mutuels portant sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels. Pékin promet de longue date d'ouvrir davantage son économie aux investissements étrangers mais il tardait à honorer sa promesse dans le secteur financier. En octobre, la Chine a dévoilé un calendrier pour la levée de plusieurs restrictions et en décembre, la banque suisse UBS a été autorisée à prendre une participation majoritaire dans ses activités dans le pays. Depuis le 1er janvier, les sociétés étrangères spécialisées dans les contrats à terme peuvent investir en Chine sans limites à la détention de capitaux. Les sociétés de gestion de fonds pourront bénéficier de cette mesure à partir du 1er avril et les courtiers à partir du 1er décembre 2020. S. K.

s'associer à un partenaire local, a annoncé dans un communiqué l'autorité de régulation bancaire (CBIRC). Les banques étrangères devaient jusqu'à présent s'associer à un partenaire local

et n'étaient pas autorisées à détenir plus de 49 % des entreprises dans lesquelles elles avaient investi. Cette annonce peut apparaître comme un geste de bonne volonté de la Chine en

direction des Etats-Unis alors qu'un accord commercial préliminaire entre les deux puissances doit être signé courant janvier, selon Washington. Les deux premières économies se

Chicago

Maïs, blé et soja en hausse pour la première séance de 2020

Les cours du maïs, du blé et du soja ont terminé en hausse à Chicago dans un marché profitant d'un afflux d'argent typique de début d'année en attendant la diffusion d'un important rapport américain. «L'élément principal guidant le marché (ce jeudi) est l'afflux de monnaie qui s'observe sur l'ensemble des marchés de matières premières en cette première

séance de l'année», estime Monica Moehring de la maison de courtage Allendale. Les investisseurs sont surtout selon elle dans l'attente de la diffusion le 10 janvier du rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture sur l'offre et la demande de produits agricoles. «Le marché anticipe une révision à la baisse des chiffres par rapport aux rapports précédents»,

souligne-t-elle. Les estimations sur les rendements des moissons de maïs et de soja ainsi que sur les superficies consacrées au blé d'hiver seront particulièrement observées aux Etats-Unis. Les courtiers restent aussi attentifs aux développements sur le front commercial, espérant voir les achats de produits agricoles américains par la Chine repartir à la hausse après la

signature le 15 janvier à la Maison-Blanche d'un accord partiel conclu récemment entre Washington et Pékin. La Chine se serait notamment engagée à commander 40 à 50 milliards de dollars de produits agricoles, sans beaucoup plus de précisions pour le moment. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars, le plus échangé, a terminé jeudi à

3,9150 dollars contre 3,8775 dollars mardi (+0,97 %). Le boisseau de blé pour livraison en mars, également le plus actif, a fini à 5,6025 dollars contre 5,5875 dollars à la précédente clôture (+0,27 %). Le boisseau de soja pour livraison en mars, le plus échangé, s'est établi à 9,5625 dollars contre 9,5550 dollars mardi (+0,13 %).

Malek M.

USA

Les exportations de pétrole brut grimpent à un record, les stocks plongent

Les stocks de pétrole brut ont plongé de 11,5 millions de barils la semaine dernière aux Etats-Unis alors que les exportations américaines atteignaient un niveau record, selon un rapport de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) publié vendredi. Les analystes interrogés par l'agence Bloomberg avaient anticipé une baisse de

seulement 3 millions de barils des réserves commerciales de brut lors de la semaine achevée le 27 décembre. Elles se sont finalement établies à 429,9 millions de barils. Cette forte chute a été alimentée en partie par le bond des exportations de brut au niveau inédit de 4,46 millions de barils par jour (mbj), contre 3,63 mbj la semaine précédente.

Les importations ont dans le même temps légèrement reculé, à 6,35 millions de barils par jour (mbj) contre 6,81 mbj la semaine précédente. La production de brut s'est, elle, maintenue au même niveau record que la semaine précédente, les Etats-Unis extrayant en moyenne 12,9 mbj. Les raffineries ont pour leur part accéléré la cadence, fon-

ctionnant à 94,5 % de leurs capacités, contre 93,3 % la semaine précédente.

Les stocks d'essence ont progressé de 3,2 millions de barils, soit plus qu'anticipé par les analystes qui avaient tablé sur une augmentation de 2 millions de barils. Ceux de produits distillés (fioul de chauffage et gazole) ont bondi de 8,8 millions de barils, là

où les analystes avaient prédit une hausse de seulement 500 000 barils. La demande en énergie a, elle, reculé par rapport à la semaine précédente : au cours des quatre dernières semaines, les Etats-Unis ont au total consommé en moyenne 20,3 mbj. Cela représente une baisse de 2,7 % sur un an.

A. O.

Bourse

Wall Street rattrapée par les tensions au Moyen-Orient

La Bourse de New York a terminé dans le rouge vendredi après l'assassinat par les Etats-Unis d'un général iranien, qui a fait bondir les cours du pétrole et ravivé les craintes d'une escalade des tensions entre les deux pays. Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a reculé de 0,81 %, à 28 634,88 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a cédé 0,79 %, à 9 020,77 points, et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,71 %, à 3 234,85 points. Les indices américains, qui avaient tous les trois grimpé la veille à des sommets inédits, ont été rattrapés vendredi par la peur d'une escalade au Moyen-Orient suite à la mort de Qassem Soleimani, un respon-

sable iranien tué vendredi dans une attaque de drones menée par les Etats-Unis à Baghdad. La frappe, qui a suscité des réactions inquiètes dans le monde, a été

ordonnée par le président américain Donald Trump après une attaque mardi contre l'ambassade des Etats-Unis en Irak. Par crainte d'une perturbation de la produc-

tion d'or noir au Moyen-Orient, les prix des barils ont immédiatement pris jusqu'à 4 % avant de terminer en hausse de 3,5 % à Londres et de 3,1 % à New York. Des secteurs

comme le transport aérien, pour lequel le carburant représente un coût important, en ont été pour leur frais, American Airlines perdant par exemple 4,95 %.

Agences

Espagne

Plus de 87 milliards d'euros de recettes touristiques à fin novembre

LES RECETTES touristiques de l'Espagne ont atteint plus de 87,26 milliards d'euros à fin novembre dernier, en hausse de 3 % par rapport à la même période de 2018, indique, vendredi, l'Institut national de la statistique (INE). Ainsi, quelque 79,4 millions de touristes internationaux ont visité le pays ibérique au cours des onze premiers mois de 2019, en progression de 1,2 % sur un an, ressort-il des données de l'INE. Les Britanniques ont maintenu leur position en tête des touristes étrangers qui se sont rendus en Espagne durant cette période, avec près de 17,3 millions de visiteurs, suivis des Allemands avec environ 10,7 millions et des Français avec près de 10,6 millions de touristes. Sur le seul mois de novembre, le pays ibérique a accueilli 4,7 millions de visiteurs internationaux, en hausse de 2,8 %, en glissement annuel. Ces touristes ont dépensé environ 5,07 milliards d'euros, en progression de 3,7 % sur un an, précise la même source, relevant que la dépense moyenne par touriste s'est établie à 1 086 euros (+0,8 %). Par région, la Catalogne est la destination espagnole la plus prisée des touristes étrangers avec près de 18,4 millions de visiteurs, soit 0,8 % de plus qu'à fin novembre 2018, suivie des îles Baléares avec environ 13,6 millions (-0,8 %) et des îles Canaries avec plus de 11,9 millions de touristes (-4,4 %).

R. E.

Tizi-Ouzou

Prévision d'ouverture à la baignade des deux nouvelles plages à Tigzirt et Azeffoune

■ Deux nouvelles plages, l'une située à Tigzirt et l'autre à Azeffoune, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, seront autorisées et ouvertes à la baignade à la prochaine saison estivale, a-t-on appris du chargé de communication de la wilaya, Mokrane Aouiche.

Par Samy Y.

La première plage est celle d'Ibahrizen relevant de la commune d'Ait Chafaâ dans la daïra d'Azeffoune, d'une longueur de 700 mètres pouvant accueillir jusqu'à 2 000 baigneurs. Son ouverture officielle aux baigneurs qui devrait intervenir la saison dernière n'a pas été possible suite à une opposition d'un particulier concernant l'ouverture de l'accès vers la plage sur son terrain, rappelle-t-on. Un accord a été trouvé avec le concerné et l'opposition a été

levée. Les différents services concernés par son aménagement ont été chargés, par le wali Mahmoud Djamaa, de lancer les travaux pour la réalisation de l'accès vers la plage, d'un parking et d'une structure qui va abriter la Protection civile, la Gendarmerie nationale et un administrateur de plage, a-t-on précisé. La deuxième plage est celle d'Abekar dans la commune d'Iflissen (daïra de Tigzirt) qui est d'une longueur de 300 mètres et d'une capacité d'accueil de 2 000 baigneurs. Cette plage sera également aménagée

pour être officiellement autorisée à la baignade à partir de la saison estivale prochaine, a annoncé M. Aouiche. Le chef de l'exécutif de wilaya qui a présidé, ce jeudi, une réunion de travail consacrée à la préparation de la prochaine saison estivale, a instruit l'ensemble de directeurs concernés de mobiliser les moyens nécessaires pour que les travaux d'aménagements de ces deux nouvelles plages soient achevés dans les meilleurs délais. Avec Abekar et Ibahrizen, le nombre total des plages qui seront autorisées à la



baignade dans la wilaya de Tizi-Ouzou passera à 10 ce qui réduira la pression sur les 8 plages déjà autorisées à la baignade et qui sont Tassalast, la grande plage, Feraoun-est et Feraoun-ouest dans la daïra de Tigzirt et le Caroubier, Plage du Centre, Sidi-Khelifa, et Petit paradis dans la daïra d'Azeffoune, a observé le

wali lors de cette réunion. Ces deux plages font partie de sept autres plages interdites à la baignade qui ont été visitées, le 28 avril 2019, par une commission du ministère du Tourisme et de l'Artisanat en vue d'étudier la possibilité de la levée de l'interdiction de baignade sur elles. A l'issue de cette visite la commission ministérielle a décidé de lever l'interdiction sur trois plages et de les aménager, il s'agit d'Ibahrizen (Ait Chafaâ), Tala N'Tikit (Ait Chafaâ) d'une longueur de 200 mètres et pouvant recevoir 1 000 baigneurs et Abekar, rappelle-t-on. S. Y.

Sétif

Vers le renforcement de l'AEP de 2 800 foyers dans la commune de Tizi Nebchar

Le renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) de 2 800 foyers de la commune de Tizi Nebchar (nord de Sétif) sera «prochainement» concrétisé à la faveur d'une opération en cours visant à répondre aux besoins de la population locale en matière d'approvisionnement en cette ressource vitale, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de la collectivité locale. L'opération, qui a nécessité une enveloppe financière de 36 millions DA, concernera les zones d'El Khendek, de Boukalaâ et de El Ain El

Ghamdha, dont les besoins en eau augmentent d'année en année, a indiqué à l'APS Abdelhamid Saber. Le projet, dont le taux d'avancement des travaux est évalué à 50 %, porte sur la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 300 m³ et l'extension des conduites d'adduction d'eau sur 12,5 km, a affirmé l'élu. L'opération, selon le responsable, est inscrite dans le cadre du programme sectoriel destiné à l'amélioration des conditions de vie de la population locale et la prise en charge de leurs préoccupations, tout en contribuant à assurer la continuité de

l'approvisionnement en ce liquide précieux. Elle permettra également de garantir la distribution régulière d'eau, de répondre aux besoins des agriculteurs en matière d'irrigation et d'assurer leur fixation dans leurs lieux d'origine, a-t-on ajouté. L'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Tizi Nebchar et de ses villages limitrophes est l'une «des principales préoccupations» signalées dans la région au cours des dernières années, compte tenu du manque flagrant enregistré en matière de cette ressource vitale, a-t-on signalé. Nassima A./APS

Mostaganem

Remise des clés de 230 logements et de 270 arrêtés d'aides à l'habitat rural

LES CLÉS de 230 logements publics locatifs et 270 arrêtés d'aides à l'habitat rural ont été attribués dans la wilaya de Mostaganem. Les clés de 230 logements ont été remis à des citoyens recensés pour cette opération depuis 2002 à Mostaganem, lors d'une cérémonie à la salle de conférences du siège de la wilaya, qui a également été marquée par l'attribution de 270 arrêtés d'aides à l'habitat rural aux bénéficiaires de 10 communes. Ce quota d'habitat s'ajoute à 1 098 logements publics locatifs, 635 logements promotionnels aidés (LPA), 168 logements promotionnels libres (LPL), 1 147 arrêtés d'aides à l'habitat rural distribués cette année. Le programme d'habitat en cours dans la wilaya de Mostaganem, annoncé par le wali Mohamed Abdennour Rabhi, comporte 19 000 logements, dont 8 300 de l'exercice 2019. M. Rabhi a rassuré les citoyens que l'opération de distribution des logements de différentes formules se poursuivra dans les prochaines semaines au fur et à mesure de l'achèvement des travaux d'aménagement externe, de raccordement aux réseaux d'eau, de gaz et d'électricité et de viabilisation. Pour rappel, le nombre de logements attribués en 2018 à Mostaganem a atteint 6 500 en majorité des logements publics locatifs et de résorption de l'habitat précaire (RHP) destinés aux familles à bas revenus. R. R.

Bordj Bou Arreridj

Lancement des travaux de réalisation d'une nouvelle station de stockage de carburant

Les travaux de réalisation d'une nouvelle station de stockage de carburant et de bonbonnes de gaz butane ont été lancés dans la ville de Bordj Bou Arreridj, a déclaré le chef de l'exécutif local. Destinée à stocker différents types de carburant ainsi que des bonbonnes de gaz butane, la nouvelle structure d'une superficie de 20 hectares, est en cours de réalisation à proximité de l'évitement de la route nationa-

le RN 5, à la sortie ouest de la ville de Bordj Bou Arreridj, a indiqué le wali. El Ghali Abdelkader Belkhezadjji, en marge d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Après la réception du projet, l'ancienne station de stockage de carburant, située à l'entrée nord du chef-lieu de wilaya, sera fermée, a ajouté le responsable, estimant que cette structure, implantée dans un milieu

urbain, ainsi que celle du remplissage des bonbonnes de gaz butane, située à proximité de la route de Medjana, constituent «un danger pour la vie et la sécurité des citoyens» et poursuivant qu'elles seront délocalisées vers la nouvelle station. La nouvelle station de stockage de carburant et de bonbonnes de gaz butane permettra à la capitale des Biban de passer en matière de capacité de stockage d'énergie de

deux à trente jours, a souligné la même source. La capacité technique du volume de stockage, estimée actuellement à 3 000 m³, s'élèvera prochainement à plus de 50 000 m³, a-t-il signalé, relevant que la nouvelle station contribuera à éradiquer définitivement le problème de déficit de carburant enregistré dans la wilaya, durant la période hivernale notamment.

N. T.

Relizane

Des projets de développement de 700 millions DA pour la commune d'Ammi Moussa

La commune d'Ammi Moussa (Relizane) a bénéficié, dernièrement, de projets de développement de 700 millions DA, a-t-on appris des services de la wilaya. Financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et dans le cadre des programmes sectoriels et communaux de développement (PSD et PCD) et le budget de wilaya pour les exercices 2018 et 2019, les projets comportent

48 opérations de maintenance des routes, d'amélioration urbaine, d'alimentation en eau potable, de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'électricité et de réfection des écoles primaires, entre autres, a-t-on indiqué. Le raccordement et la rénovation des réseaux d'AEP et d'assainissement se sont taillés la part du lion de ces projets de développement au profit des cités d'habita-

tion dans cette commune, qui ont bénéficié d'opérations d'aménagement urbain, a-t-on souligné. Le programme porte sur le raccordement des villages de Maabed, Kherarcha, Ouled Mimoune, Ouled Seghir, Hechachda au réseau d'électricité, la réfection de six écoles et cantines, l'équipement de deux écoles en énergie solaire et l'acquisition d'un bus de transport scolaire. Cette collectivité locale

a bénéficié d'autres projets portant la réalisation d'une piscine de proximité, la rénovation du chemin reliant la route nationale (RN 90) et les villages de Sayad et Ouled Tayeb sur 3 kilomètres et le chemin reliant la RN 90 à Hammam Mentila sur 10 km. Ces projets ont été réceptionnés à Ammi Moussa en attendant d'autres en cours de réalisation. APS

Tunisie

Saïed remet à Ghannouchi la liste des membres du gouvernement

■ Le président de la Tunisie, Kais Saïed, a remis jeudi soir, au président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Rached Ghannouchi, le message contenant la liste des membres du nouveau gouvernement proposés au vote de confiance du Parlement lors d'une séance plénière, indique un communiqué de la Présidence.



Par Moncef G.

« **J**e travaillerai à tenir la séance plénière le plus tôt possible pour discuter de la liste des membres du gouvernement proposée pour approbation », ajoute le communiqué, citant une déclaration de Ghannouchi après avoir reçu des mains du chef de l'Etat le message. Le président du Parlement a ajouté que l'entretien a également abordé des ques-

tions économiques et sociales dans le pays, avec l'accent mis sur « le besoin urgent de la Tunisie aujourd'hui d'avoir un gouvernement dont la formation a pris du retard ». Le président tunisien a signé, jeudi, un message adressé au président de l'Assemblée des représentants du peuple, après avoir reçu la liste de l'équipe gouvernementale proposée, mercredi, par le chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, rappelle-t-on. De

son côté, le président de l'ARP a convoqué le bureau du Parlement à se réunir samedi 4 janvier 2020 à partir de 11h00, pour fixer la date de la plénière de vote de confiance à l'équipe gouvernementale, indique un communiqué du parlement. Habib Jemli a dévoilé, jeudi, la composition de son gouvernement lors d'une conférence de presse tenue à Dar Dhiafa (Carthage), formé de 28 ministres et 14 secrétaires d'Etat. **M. G.**

Un gouvernement d'«indépendants» pour sortir de la confusion politique

Le premier ministre, Habib Jemli, qui a présenté son équipe après un mois et demi de laborieuses tractations, doit maintenant obtenir l'aval du Parlement. Il s'agit d'un accouchement dans la douleur. La Tunisie a un nouveau gouvernement, mais sa naissance aura été d'une complexité inédite depuis la révolution de 2011. La liste des ministres a été dévoilée jeudi 2 janvier, après plus d'un mois et demi de négociations.

Désigné à la tête du gouvernement le 15 novembre par le parti islam-conservateur Ennahda, arrivé en tête des élections législatives du 6 octobre, Habib Jemli aura peiné à former son équipe de 28 ministres et 14 secrétaires d'Etat. « J'ai voulu faire un gouvernement de compétences indépendantes, cela a été très difficile », avait-il admis mercredi dans une déclaration à la presse. Signe de la confusion ambiante, il n'avait alors pas dévoilé la liste tant attendue, ce qui n'a pas empêché des fuites dans la nuit sur les réseaux sociaux. La liste a finalement été confirmée en l'état jeudi après-midi. « Il y a eu sans doute des relectures et des consultations avec la présidence de la République, mais cela n'a finalement rien changé », observe Zied Krichen, rédacteur en chef du quotidien arabophone « Le Maghreb ».

René Trabelsi, au Tourisme, et Noureddine Selmi, qui troque le ministère de l'Équipement pour celui des Affaires locales et de l'Environnement.

Trois ministères parmi les plus stratégiques ont été octroyés à des magistrats : Sofiane Seliti à l'Intérieur, Imed Derouiche à la Défense et Hedi Guediri à la Justice. Ces personnalités sont sans couleur partisane évidente, mais elles ont toutes travaillé dans des ministères tenus par Ennahda à l'époque de la « troïka ». Tel est notamment le cas de Hedi Guediri, ancien chef de cabinet de l'ex-ministre de la Justice Noureddine Bhrii, un poids lourd du parti islam-conservateur. « Les critiques fusent déjà sur le fait que beaucoup des membres du nouveau gouvernement sont en apparence indépendants mais sont en fait acquis à Ennahda car ils ont occupé des postes sous la troïka », avance Zied Krichen.

Les Affaires étrangères, elles, sont revenues au diplomate Khaled Sehili, ex-ambassadeur en Jordanie, tandis que les Finances ont été confiées à Abderrahman Khoctali, un technocrate issu de l'administration. Lobna Jeribi, ex-députée à l'Assemblée constituante (2011-2014) et présidente du cercle de réflexion Solidar, occupe quant à elle le poste de ministre chargée

des Relations avec le Parlement. **Pressions d'Ennahda**

Si des erreurs de communication ont entaché le processus de composition du gouvernement, Habib Jemli devait compter avec de lourdes contraintes. Il lui a fallu composer avec les exigences contradictoires de forces politiques issues d'un Parlement fragmenté, dépourvu de majorité réelle, ainsi qu'avec les pressions émanant du parti qui l'a désigné chef du gouvernement, Ennahda.

On trouve ainsi dans la nouvelle équipe deux personnalités qui avaient été initialement présentées pour prendre la tête du gouvernement : l'économiste Fadhel Abdelkefi, ancien ministre du Développement et de la Coopération internationale de 2016 à 2017, qui récupère ce ministère stratégique dans la promotion de la Tunisie à l'extérieur ; et Mongi Marzouk, également promu à un ministère qu'il avait déjà occupé, celui des Mines et de l'Énergie. Réputé indépendant, M. Abdelkefi est proche des idées du parti Qalb Tounes, du candidat malheureux à la présidentielle Nabil Karoui, tandis que M. Marzouk est considéré comme proche d'Ennahda. Il reste maintenant à ce nouveau gouvernement d'obtenir l'investiture de l'Assemblée des

représentants du peuple (ARP). Le vote des députés n'est pas encore acquis, à en juger par certaines réactions mitigées. Ennahda, pourtant très présent depuis le début dans les négociations, a publié un communiqué, mercredi soir, indiquant ne pas avoir eu accès à la liste finale avant que Habib Jemli ne la transmette à la présidence de la République. Qalb Tounes, second parti à l'Assemblée, affirme de son côté ne pas avoir été associé. « Il n'y a eu aucune négociation ni discussion avec M. Habib Jemli concernant les noms proposés aux portefeuilles ministériels », commente un communiqué du parti diffusé jeudi.

Une Assemblée morcelée

Habib Jemli doit obtenir 109 voix au Parlement pour faire valider son équipe. L'échec des négociations initiales avec les partis politiques, qui l'a conduit à opter pour un gouvernement d'« indépendants », va lui rendre la tâche compliquée face aux députés. L'ARP issue du scrutin du 6 octobre est en effet très morcelée. Les deux partis arrivés en tête, Ennahda (52 sièges) et Qalb Tounes (38 voix), ne disposent même pas d'une majorité absolue dans l'hypothèse où ils s'entendraient sur un vote de cir-

constance. Un troisième pôle s'est forgé autour d'un bloc parlementaire de 40 députés associant Attayar, le Mouvement du peuple et quelques indépendants. Cette force d'opposition peut former un verrou empêchant l'investiture du nouveau gouvernement. « Ces partis se sont retirés des négociations, car ils ont vu que les portefeuilles ministériels étaient encore trop octroyés de façon assez partisane à Ennahda », analyse Zied Krichen. La cause est-elle perdue pour Habib Jemli ? « Le seul facteur qui puisse faire passer le gouvernement, c'est qu'il s'agit du dernier essai, conclut M. Krichen. Aucun député n'a intérêt à ce que le président choisisse la prochaine formation ou, pire, dissolve l'Assemblée pour organiser de nouvelles élections ». Selon la Constitution, Habib Jemli disposait d'un mois, renouvelable une fois, pour former son gouvernement (soit jusqu'au 14 janvier). En cas d'échec, il reviendrait au président de la République, Kais Saïed, de désigner un chef du gouvernement, reprenant le processus à zéro pour constituer une équipe. Si cette tentative devait de nouveau échouer, le chef de l'Etat serait alors habilité à prononcer la dissolution de l'Assemblée et à convoquer des élections anticipées.

Lilija Blaise/Le monde

Des anciens de la «troïka»

Le nouveau gouvernement compte des figures peu connues du grand public ou d'anciens ministres de la « troïka », la coalition dominée par Ennahda qui avait gouverné la Tunisie entre fin 2011 et début 2014. C'est le cas de Tarek Dhiab, ex-footballeur professionnel qui retrouve le ministère des Sports, de Bechir Zaafouri, ex-ministre de l'Artisanat aujourd'hui chargé du Commerce, et de Jamel Gamra, ex-ministre du Tourisme nommé aux Transports. Les seuls ministres issus du gouvernement sortant de Youssef Chahed sont

Le HCR préoccupé par des tirs d'obus près d'un centre pour réfugiés à Tripoli

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), s'est déclarée vivement inquiète pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile au Centre de rassemblement et de départ (GDF) à Tripoli en Libye, après que trois obus de mortier sont tombés près du site. Ce site relève de la juridiction du ministère libyen de l'Intérieur. Le HCR et son partenaire, LibAid, sont autorisés par les autorités libyennes à assurer des services au GDF depuis son ouverture en décembre 2018. Le GDF avait été établi pour héberger des réfugiés identifiés pour une solution hors de la Libye, dans l'attente de leur évacuation. « Heureusement, il n'y a aucune vic-

time », a déclaré le chef de la mission du HCR en Libye, Jean-Paul Cavaliere, dans une note à la presse. « Avec près de 1 000 personnes se trouvant actuellement dans ce site, dont des groupes comptant environ 900 personnes au total qui y sont entrées de façon spontanée depuis juillet 2019, il est sévèrement surpeuplé et ne fonctionne plus en tant que centre de transit », a souligné M. Cavaliere. « Le HCR exhorte toutes les parties au conflit en Libye à protéger les civils et les infrastructures civiles », a-t-il dit. De son côté, la Mission d'assistance des Nations unies en Libye (Manul) a salué sur son compte Twitter les appels à la désescalade et

à la fin des hostilités, telle que l'Initiative nationale pour la paix annoncée mercredi par un groupe d'activistes dans l'est de la Libye. « Cette initiative et les appels précédents similaires lancés par un certain nombre de parlementaires et d'autres groupes politiques et de la société civile devraient être soutenus et encouragés afin de faciliter le retour à une solution politique », a ajouté la Manul. « Ces initiatives démontrent l'engagement du peuple libyen à mettre fin au bain de sang, à promouvoir les droits humains, à établir l'Etat de droit et à construire un Etat inclusif et uni pour tous les Libyens ». **APS**

Libye



Chine/Hong Kong

Pékin limoge le chef du Bureau de liaison avec Hong Kong

■ La Chine a annoncé hier le remplacement du chef du Bureau de liaison avec Hong Kong, l'organisme en charge des affaires avec le territoire autonome en proie à des manifestations pro-démocratie depuis juin.

Par Rosa C.

Wang Zhimin, 62 ans, « a été démis de ses fonctions de directeur du Bureau de liaison pour les affaires de Hong Kong, un poste qu'il occupait depuis 2017, et a été remplacé par Luo Huining », a indiqué sans plus de précisions la télévision publique CCTV. Le Bureau de liaison, basé à Hong Kong, est l'organisme qui représente le pouvoir de Pékin dans l'ancienne colonie britannique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. En vertu du principe « Un pays, deux systèmes », Hong Kong jouit en théorie jusqu'en 2047 d'une semi-autonomie et de libertés très étendues n'existant pas en Chine continentale, comme une justice indépendante et la liberté d'expression. Mais le territoire de plus de 7 millions d'habitants est secoué depuis juin par des manifestations, souvent violentes, de militants qui

dénoncent l'ingérence jugée grandissante de Pékin dans ses affaires et exigent des réformes démocratiques. Le Bureau de liaison, symbole de la présence de Pékin à Hong Kong, a été visé à plusieurs reprises par les manifestants. En juillet, il avait été notamment la cible de jets d'œufs et de graffitis. Pékin avait alors dénoncé des actes « absolument intolérables » et appelé à « punir les coupables ».

La Chine signale 2 531 décès dus à des maladies contagieuses en 2019

Un total de 2 531 personnes sont mortes des suites de maladies contagieuses sur la partie continentale de la Chine en novembre 2019, selon les données officielles. Selon la Commission nationale de la santé, 670 999 cas de maladies contagieuses ont été signalés dans la partie continentale de la



Chine en novembre. En tout, quatre cas de peste et un cas de choléra ont été signalés en novembre, mais aucun mort n'a été enregistré dans ces cas, a indiqué la commission. Le choléra et la peste sont classés comme des maladies contagieuses de classe A, le niveau le

plus grave selon la Loi chinoise sur la prévention et le traitement des maladies contagieuses. Un total de 292 854 cas ont été classés comme maladies contagieuses de classe B, causant 2 522 morts. L'hépatite virale, la tuberculose, la syphilis, la gonorrhée et la scarlatine ont représenté 93 % de ces cas.

Les maladies contagieuses de classe C ont causé neuf morts en novembre. La grippe, la maladie pieds-mains-bouche et la diarrhée infectieuse ont été les plus courantes dans cette catégorie, représentant 91 % des cas signalés.

R. C.

Incendies en Australie

Des dizaines de milliers d'évacuations dans des villes du sud-est

Des dizaines de milliers d'Australiens ont évacué hier leurs domiciles pour fuir les feux de forêt aggravés par des conditions météorologiques catastrophiques. Les températures ont dépassé hier les 40°C et des vents violents soufflaient, attisant des centaines de feux de forêt dont la plupart sont hors de contrôle. « Par rapport aux prévisions (concernant le pire des scénarios) que nous avons faites ce matin, malheureusement, elles se réalisent », a déploré Gladys Berejiklian, la Première ministre de Nouvelle-Galles du Sud, lors d'un point presse. « Ces vents forts et ces températures élevées devraient perdurer en soirée », a souligné le chef des pompiers de cet État, Shane Fitzsimmons. Sydney a enregistré hier des températures record, avec 48,1 degrés relevés à Penrith dans la banlieue ouest de la ville la plus peuplée d'Australie. A Canberra, la température a atteint 42,9 degrés, un chiffre également sans précédent, a indiqué le porte-parole des services météorologiques australiens, Jonathan How. Dans ces deux villes, les températures pourraient encore augmenter, a-t-il affirmé. Plusieurs messages d'alerte ont été émis hier à travers le territoire australien. L'un d'entre eux concerne un feu au sud-ouest de Sydney qui pourrait atteindre la périphérie de la mégapole. L'état d'urgence a été décrété dans le Sud-Est de l'île-continent, la

région la plus peuplée, et ordre a été donné vendredi à plus de 100 000 personnes d'évacuer dans trois États. « Nous avons littéralement vu partir des dizaines de milliers de personnes », a témoigné le chef des pompiers de Nouvelle-Galles du Sud. Touristes et habitants du Sud-Est du pays ont ainsi abandonné leurs lieux de villégiature estivale ou leurs logements. Les autoroutes reliant les villes du littoral à Sydney et d'autres grandes villes étaient engorgées par de longues files de voitures. Le Premier ministre Scott Morrison a appelé hier 3 000 militaires réservistes à se déployer, une mobilisation sans précédent. « Cela permet d'avoir plus d'hommes sur le terrain, plus d'avions dans le ciel, plus de navires en mer », a affirmé M. Morrison, critiqué pour sa gestion de la crise. Supermarchés, magasins, pubs fermés : un calme étrange et inquiétant régnait hier sur Batemans Bay, ville touristique habituellement débordante d'activité aujourd'hui en proie à la fumée des incendies environnants. Seul signe de vie dans cette localité, un centre d'accueil pour les personnes évacuées où des centaines d'habitants contraints de quitter leurs maisons ont trouvé refuge dans des tentes et des caravanes, installées sur un terrain de la ville. « On dirait un camp de réfugiés », a plaisanté une habitante vendredi soir, en s'y installant avec son

mari. Mick Cummins, 57 ans, et sa femme ont fui vers le centre d'évacuation lorsque le feu a ravagé leur village, le soir du Nouvel An. « Nous nous sommes dits : c'est trop dur pour nous, sortons. Nous sommes allés sur la plage et des flammes infernales sont arrivées sur la colline », a-t-il expliqué à l'AFP. « J'étais ici lors des incendies de 1994. Je pensais que c'était dur. C'était juste un barbecue », a-t-il lancé. L'ampleur des feux en Australie choque le pays et le monde entier. Depuis le début de la saison des incendies en septembre, 23 personnes sont mortes, selon le Premier ministre. Des dizaines d'autres sont portées disparues, plus de 1 500 maisons ont été réduites en cendres. Une surface équivalente à deux fois la Belgique ou Hawaï a brûlé. Les feux ont également été meurtriers pour la vie sauvage, et ont détruit la quasi-totalité du parc national de Flinders Chase, sur Kangaroo Island, qui abrite des kangourous et des koalas, ont indiqué les autorités hier. Dans la petite ville balnéaire de Mallacoota, la marine australienne a évacué vendredi un millier d'habitants et de touristes cernés par les flammes et dont certains s'étaient réfugiés sur le front de mer depuis la Saint-Sylvestre pour se protéger. Le premier des deux navires militaires affrétés pour les secourir est arrivé près de Melbourne tôt hier.



Commentaire

Mobilisation

Par Fouzia Mahmoudi

La grève des transports qui a débuté au début du mois dernier en France pour protester contre la réforme des retraites bloque par le gouvernement d'Édouard Philippe, continue à bloquer les Français et plus particulièrement les Parisiens. Une situation qui ne semble pas trouver d'issue malgré les multiples recules du Premier ministre concernant les régimes spéciaux de plusieurs professions qui devaient initialement disparaître mais qui vont finalement continuer à prévaloir. Pour tenter de limiter les dégâts de la mobilisation sociale depuis le 5 décembre 2019, le gouvernement repart sur le terrain pour défendre et rassurer. Cette semaine, c'est le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, accompagné de la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher qui se sont déplacés auprès de plusieurs commerçants, auxquels ils sont venus « apporter tout leur soutien ». L'occasion pour le ministre de l'Économie de s'exprimer sur l'avenir des négociations. « Je souhaite que ces discussions soient les plus constructives possibles, que toutes les organisations syndicales répondent à la main tendue par le Premier ministre et que nous trouvions dans les jours qui viennent un compromis », a-t-il réagi auprès des journalistes présents sur place. « La grève perpétuelle n'est pas un avenir souhaitable pour les Français », a-t-il aussi lancé. Selon le ministre, cette grève « pèse sur le moral des Français et celui des salariés ». Il assure que « tout cela doit cesser le plus rapidement possible pour que chacun puisse retrouver une vie normale ». En ce qui concerne les commerçants, objet de la visite du ministre, il les appelle à se « saisir de la main tendue par le gouvernement », en référence à la possibilité d'étaler les charges fiscales en cas d'importantes difficultés ou de mise au chômage partiel. Quant à l'impact économique de cette grève sur les commerçants, Bruno Le Maire explique ne pas disposer encore de « chiffres crédibles ». Il assure toutefois que les secteurs de l'hôtellerie et des commerces à Paris et en Île-de-France sont les plus touchés. Le gouvernement français tente ainsi, sans surprise, de monter les Français les uns contre les autres avec d'un côté les bons travailleurs qui pâtissent du mouvement social en cours et de l'autre les grévistes égoïstes et cyniques qui bloquent le pays pour mener à bien leur agenda. Néanmoins, pour le moment la stratégie macroniste ne fonctionne pas et les Français continuent largement à soutenir le mouvement de grève, mais pour combien de temps encore ?

F. M.

Opéra d'Alger

«Dzair, rihla fi zman» bientôt présentée au public

■ La culture, l'histoire et la musique se réunissent dans un spectacle intitulé «Dzair, rihla fi zman», organisé par le Club d'activités polyvalentes en collaboration avec l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Ce spectacle sera présenté à Alger le 17 janvier courant pour raconter la beauté et la richesse de notre pays sur tous les plans (patrimoine, culture, art, ...).

Par Abla Selles

Le mouvement associatif ainsi que des clubs de la société civile œuvrent pour multiplier l'activité culturelle en Algérie et assurer des événements de qualité au public. Les événements qu'organisent ces organisations s'inscrivent dans le cadre d'une politique nationale dont le but majeur est de mettre la culture algérienne en valeur et faire la lumière sur la richesse de notre pays en matière d'art et de patrimoine.

Dans cette perspective, un spectacle intitulé «Dzair, rihla fi zman» est organisé le 17 janvier courant par le Club d'Activités Polyvalentes en collaboration avec l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Il s'agit d'un rendez-vous très intéressant où la culture, l'histoire et la musique se réunissent pour raconter une époque historique riche en événements, drames et faits qui ont marqué l'histoire de ce pays.

Le spectacle se veut un voyage dans une Algérie du 8^e siècle où la culture et l'art faisaient partie de la vie quotidienne du peuple. En effet, la richesse artistique qui a marqué cette période de l'histoire de l'Algérie sera présentée lors de ce spectacle qui verra la participation d'étudiants de l'École nationale polytechnique d'Alger.

Pour ce qui est de l'idée de cette œuvre, «on se demande souvent en s'observant et en observant autour de soi, qui sommes-nous ? L'une des premières choses qui vient à l'esprit : notre pays. Nous sommes Algériens. De là, notre histoire et notre culture nous viennent naturellement comme réponse», expliquent les organisateurs.

D'une durée d'une heure et demie, «ce spectacle se fera en chansons et mise en place d'une pièce théâtrale. La projection d'un documentaire sur les révoltes de la période coloniale est également au programme», affir-



ment les organisateurs. Les étudiants participants seront «accompagnés d'un orchestre musical interprétant des morceaux relatifs aux événements

historiques et d'une troupe de théâtre», selon la même source.

Il est à noter que l'entrée à ce spectacle sera libre.

Le Club d'activités polyvalentes

réunit des étudiants et des jeunes ayant l'ambition à participer dans des activités et événements ayant un rapport avec l'art, la culture et la société. **A. S.**

La prestidigitacion en Algérie

Un art en quête de reconnaissance

Omniprésente dans les souvenirs d'enfance de beaucoup de personnes, la prestidigitacion en Algérie demeure un art méconnu, toujours en quête de reconnaissance sur la scène artistique, soutiennent nombre de jeunes prestidigitateurs.

Approchés en marge des 4^e journées nationales de prestidigitacion qui se sont tenues durant les vacances scolaires d'hiver au théâtre régional de Batna, les adeptes de cet art «un peu hors du commun» ont estimé que le manque de manifesta-

tions nationales de prestidigitacion les prive de beaucoup d'opportunités de rencontre de nature, selon eux, à favoriser le développement de leurs talents et l'acquisition de nouveaux tours. Les participants à cette manifestation, organisée par l'association «Assala» pour les arts et la culture, ont soutenu que cet art qui repose sur l'élément de l'enchantement et l'habileté du mouvement, n'a pas eu tout son droit au soutien et à la promotion malgré l'audience qu'il rencontre auprès des enfants et même les

grands à travers le pays.

Yazid Chetout de Béjaïa, alias Youz, considère que la prestidigitacion est dans le pays «un art orphelin» auquel les organisateurs de manifestations artistiques et culturelles accordent «très peu d'intérêt en dépit du public qu'il attire à chacune de ses rares programmations».

Pour Mouha, de son vrai nom Mohamed Salah Sayd, d'Annaba, étudiant universitaire qui exerce cet art depuis six ans, les tours exigent beaucoup de temps et de sacrifice pour être

maîtrisés, et reposent sur l'illusion et l'habileté et n'ont rien à avoir avec la magie et le charlatanisme. De son côté, Amine Zerfane de Sétif affirme éprouver un énorme plaisir à exécuter ses tours devant le public et susciter sa stupéfaction et son émerveillement tout en tenant à préserver et entretenir le mystère autour de ces tours. L'édition 2019 des Journées nationales de prestidigitacion a été porteuse d'espoir du fait même de sa tenue, après plusieurs reports, estiment les 16 artistes qui y ont

participé, affirmant unanimement que l'organisation d'un festival national de prestidigitacion constitue toujours un rêve pour eux.

«Les artistes ont besoin de communiquer et de rivaliser pour se développer, et le petit groupe de prestidigitateurs nationaux exerce grâce à leurs efforts personnels en l'absence de formation et d'outillages pour leurs spectacles», relève Rachid Derbal, comédien de théâtre, doublé d'un prestidigitateur de Mila.

Abdou Magic de Djelfa enchaîne et souligne que «le prestidigitateur en Algérie, même s'il est talentueux et expérimenté, fait face, outre l'absence de manifestations, à l'inexistence de commerce pour acquérir les objets nécessaires à ses tours qu'il se voit contraint de se procurer de l'étranger à des prix exorbitants».

«The Witcher»

L'adaptation poussive d'une saga à succès

Les aventures du «Sorcelleur», fresque littéraire déjà adaptée en jeux vidéo, sont désormais disponibles sur Netflix. Henry Cavill, qu'on connaissait notamment comme Superman, incarne Geralt de Riv dans «The Witcher» (dont la saison 1 est sortie sur Netflix le 21 décembre dernier).

Sang, sexe, épées, dragons... Vous ne regardez pas «Game of Thrones» mais bien «The Witcher», la dernière production originale de Netflix, qui s'aventure sur les terres convoitées de l'heroic fantasy. La première saison, mise en ligne le 21 décembre, est l'adaptation d'une adaptation. Elle puise son scénario dans une fresque médiévale fantastique écrite par l'écrivain polonais Andrzej Sapkowski depuis les années 1990, mais son esthétique se rapproche plutôt des jeux vidéo qui en sont tirés, vendus par dizaines de millions d'exemplaires dans les années 2010. On y suit les aventures de Geralt de

Riv: le Witcher (le Sorcelleur), joué ici par Henry Cavill. Ce mutant taiseux aux cheveux blancs attachés en chignon gagne sa croûte en débarrassant les villageois, seigneurs ou intriguants des monstres et malédictions qui hantent les monts et forêts du continent. Alors que les épisodes s'enchaînent comme un recueil de nouvelles, l'arc principal et le destin des personnages – la sorcière Yennefer, la princesse Cirilla, le barde Jaskier... – suivent à la lettre les écrits de Sapkowski et conservent leur noirceur slave.

Peu de bons sentiments habitent les contrées parcourues par Geralt sur son cheval Ablette. Les humains ont salement bousculé la vie des elfes et nains locaux, et le royaume de Nilfgaard veut étendre par le sang son empire sur diverses provinces du Nord. Trahisons, corruption, intervention de forces surnaturelles... Les rares moments de répit ont lieu dans des banquets où l'on finit

tout de même par se battre, ou dans un bain en galante compagnie. Ce mélange d'intrigues politiques, de destins hantés, de batailles rangées, de monstres et de romance donne à «The Witcher» un air de soap opera coincé dans un remake dépressif du Seigneur des anneaux. Les allergiques au fantastique iront d'emblée voir ailleurs : n'est pas Game of Thrones qui veut. Mais les novices bienveillants pourraient, eux aussi, rapidement lâcher cette première saison aux effets spéciaux faiblards. Après un premier épisode bâclé, on parvient toutefois à suivre l'odyssée de Geralt grâce à une réalisation nerveuse et à une brochette de personnages féminins charismatiques, qui volent finalement la vedette à un Sorcelleur prisonnier de son modèle numérique : l'acteur Henry Cavill va jusqu'à reprendre le timbre de voix et les grognements de son double de pixels.

R. I.

AGEND'ART

Galerie Ifru Design (139, Boulevard Krim-Belkacem, Telemly, Alger)

Jusqu'au 11 janvier 2020 : Exposition «Point d'orgue» de l'artiste plasticienne Nedjoua Seraa.

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2020 : Exposition de peinture «Mon pays se raconte» de l'artiste Nour Kamel.



Parcours honorable en 2019

Les Canaris ont retrouvé la Ligue des champions

DU SPECTRE de la relégation en 2018 au retour du club en Ligue des champions d'Afrique en 2019. La JS Kabylie, sous Chérif Mellal, a connu, l'espace d'une année, beaucoup de changements qui lui ont permis de retrouver le prestigieux tournoi continental après une longue absence. La dernière participation du club à cette compétition remportée à deux reprises, en 1981 et 1990, remonte à 2010 sous la conduite du Suisse Alain Geiger qui a réussi à lui faire atteindre le cap des demi-finales. Depuis, plus rien. C'était la longue traversée du désert. Ce retour n'a pas été une «simple sinécure», fait observer Jean-Yves Chay, actuel conseiller technique à la formation, qui avait conduit la JSK au sacre en Coupe de la CAF en 2002, pour qui «il faudrait surtout assurer en championnat pour que ce retour sur la scène continentale se prolonge la saison prochaine et espérer atteindre un stade avancé d'une compétition continentale». Pour leur grand retour en C1, les «Canaris» ont réussi à atteindre la phase de poules après avoir écarté les Soudanais d'El Merrikh et Guinéens de Horoya. Versés dans le groupe D, ils ont gagné leur premier match devant l'AS Vita Club (RD Congo) avant de concéder deux défaites de suite en déplacement contre le double tenant du titre, l'ES Tunis et le Raja Casablanca (Maroc), en attendant la suite de la compétition. Ce come-back des «Jaune et Vert» sur la scène continentale après 9 années d'absence a été rendu possible grâce à la deuxième place acquise par le club phare du Djurdjura en Ligue 1 en 2018-2019. Une saison houleuse pour le club qui, sous la conduite de son président Mellal, a été au cœur de plusieurs polémiques en engageant, notamment, un bras de fer avec la Ligue de football professionnel (LFP) au sujet de la programmation.

Controverses

Polémique et sans retenue dans ses déclarations, Mellal

était monté au créneau pour dénoncer une «anarchie» dans la programmation et un «complot» visant son club pour le «casser», après le report à deux reprises en l'espace d'une semaine de sa rencontre contre l'USM Alger, futur champion d'Algérie. L'année 2019 a été également pour la JSK celle de l'agression de son président, en compagnie de membres de sa direction, et le saccage du siège du club par l'entourage d'un joueur recalé, sans oublier les sanctions infligées au patron des «Canaris» et à l'équipe par la commission de discipline de la LFP. D'abord à Mellal, suite à la diffusion d'un enregistrement sonore à l'issue de la 30^e et dernière journée du championnat où il proposait à l'ancien manager général du CS Constantine, Tarek Arama, de «motiver» financièrement les «Sanafir» pour battre l'USMA et ouvrir grande la voie du titre aux Kabyles. Ce qui ne fut pas le cas, les Usmistes ayant réussi à s'imposer à Constantine 3-1, synonyme de titre de champions d'Algérie pour eux. Des déclarations qui ont valu à Mellal une suspension de deux années et une déqualification de 3 points au club durant l'actuelle saison, avant que cette dernière ne soit abandonnée et la sanction contre l'homme d'affaires toujours maintenue, malgré le recours introduit par la direction kabyle. Ensuite, après l'envahissement, en septembre dernier, de la pelouse du stade 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou par des supporters de la JSK alors que leur équipe était menée 3-0 en championnat devant le CR Belouizdad, ce qui a valu aux «Canaris» une sanction de 4 matchs à huis clos dont deux à l'extérieur. Autre déconvenue pour le club du Djurdjura en 2019, le report de la livraison du nouveau stade de 50 000 places à Boukhalfa et la mise en stand-by des travaux de réalisation de son centre de formation financé par le groupe Cevital, dès son lancement. 2019 s'est achevée pour la JSK sur de regrettables incidents à Casablanca après la défaite face au Raja (2-0) en Ligue des champions.

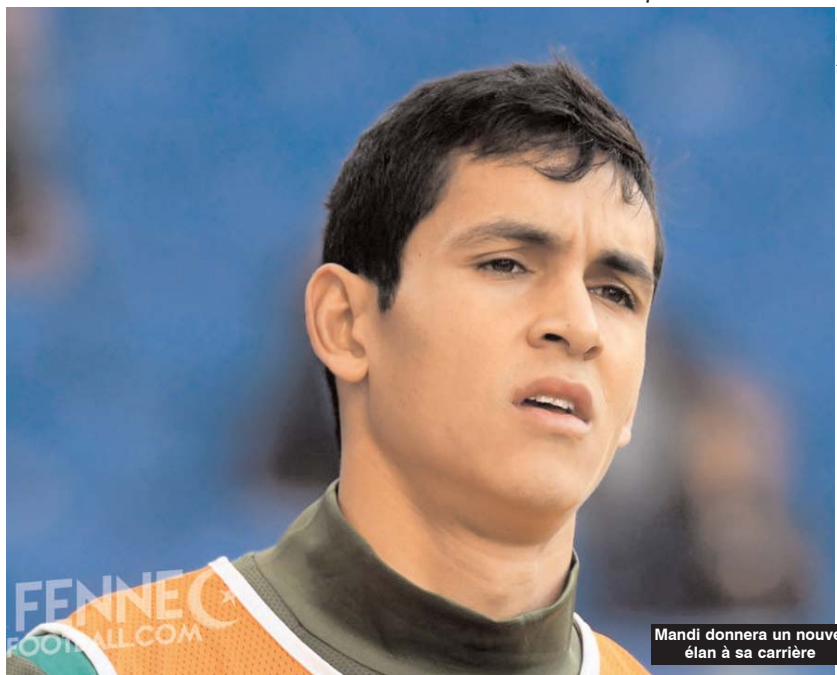
Championnat d'Algérie inter-clubs de natation (benjamins) L'USMA se distingue

LES JEUNES nageurs de l'USM Alger ont été sacrés champions d'Algérie inter-clubs benjamins en petit bassin (25m), à l'issue de la dernière journée de compétition disputée vendredi à la piscine «Ahmed-Baha» de Bab Ezzouar (Alger). Avec 13 802 points, l'USM Alger a devancé le Sahel Nautique d'El Biar (13 265 pts) et le GS Pétroliers (12 432 pts). L'entraîneur en chef de l'USM Alger, Ali Maansri, a estimé que «ce sacre confirme les résultats obtenus lors du Championnat inter-clubs de la wilaya d'Alger et la bonne forme des jeunes nageurs du club». «Nous nous attendions à de meilleurs chronos de la part de nos nageurs, mais le timing de la compétition qui coïncide avec la période des stages des sélections nationales et l'état de fatigue des nageurs

ont donné lieu à des chronos moyens», a-t-il expliqué. D'autre part, le coach de l'USMA a déploré «l'état et la qualité de l'eau» de la piscine de Bab Ezzouar, indiquant que «plusieurs nageurs ont été pris de malaise à cause du taux élevé de chlore dans l'eau». «C'est un crime pour les nageurs. La responsabilité de cette catastrophe incombe aux responsables de la piscine», a-t-il assuré. De son côté, le directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de natation, Lamine Ben Abderrahmane, a estimé que cette compétition a été d'un «niveau moyen dans l'ensemble», soulignant l'émergence de quelques jeunes talents, qui sont susceptibles de briller lors du Championnat maghrébin, prévu en avril prochain en Algérie.

Vers un mercato riche pour nos internationaux Mandi vers le Barça et Belaïli intéresse l'OM

■ Il semblerait que nos internationaux et champions d'Afrique de l'édition 2019 sont bien cotés dans la bourse des marchés de transferts internationaux ces derniers temps.



Mandi donnera un nouvel élan à sa carrière

Par Mahfoud M.

Le parcours exceptionnel réussi en Egypte et le rendement très intéressant produit par certains de nos internationaux a fait que ces derniers sont très demandés sur le marché. Ainsi, on annonce, ces derniers jours, avec insistance le défenseur algérien du Bétis Séville, Aïssa Mandi, du côté du géant des clubs espagnols, le FC Barcelone, à la recherche d'un défenseur central qui remplacerait le Français Oumtété. Ce dernier, victime de plusieurs blessures, devrait être remercié par les dirigeants catalans qui souhaitent lui trouver un suppléant de son calibre ou meilleur. Longtemps suivi par les responsables de Blaugrana, ces derniers sont prêts à passer

à l'acte et auraient déjà fait une première proposition à leurs homologues du Bétis qui ne seraient pas contre son départ, surtout que cela leur sera très bénéfique côté financier, étant donné que les Barcelonais sont prêts à lever sa clause libératoire. Ce sera certainement un très grand coup pour Mandi qui sera le premier algérien à évoluer dans le grand club espagnol. Ce sera aussi un aboutissement des grands efforts qu'il a fournis jusque-là, lui qui a été constant depuis la dernière CAN en Egypte et qui a donné un plus à son club. Pour sa part, le milieu offensif des Verts, Youcef Belaïli, qui a réussi une CAN parfaite, se dirige vers un transfert en France pour évoluer au sein de la formation de l'OM Marseille. Ayant signé en ce début de saison en Arabie

saoudite et plus précisément à El Ahly, Belaïli est suivi depuis quelque temps par les Phocéens qui souhaitent s'attacher ses services, d'autant qu'ils ont besoin d'un joueur de sa trempe dans l'animation du jeu. Ce dernier est prêt à répondre présent et à opter pour ce grand club, mais ce ne sera pas facile vu que son club saoudien ne souhaite pas s'en défaire et fera tout pour le garder. D'ailleurs, l'argent ne pose pas problème pour les dirigeants des clubs du Golfe et ils joueront donc cette carte pour le garder, même si Belaïli souhaite jouer pour un club plus prestigieux et s'engager avec un club comme l'OM donnera une autre tournure à sa carrière.

M. M.

Taekwondo/Championnat d'Algérie de kyorugi Les favoris haut la main

Les athlètes des clubs d'Alger de Tizi-Ouzou, grands favoris pour le sacre final du Championnat d'Algérie de taekwondo «spécialité kyorugi», ont largement dominé les épreuves de la première journée, disputées vendredi à la salle Harcha-Hacène (Alger). La première journée a été consacrée à toutes les catégories dames : -46 kg, -49 kg, -53 kg, -57 kg, -62 kg, -67 kg, -73 kg et +73 kg, tandis que celles des messieurs a connu le déroulement de trois poids : -80 kg, -87 kg et +87 kg. La seconde journée, prévue hier, a concerné les catégories messieurs -54 kg,

-58 kg, -63 kg, -68 kg, -74 kg. «Il faut savoir que le Championnat d'Algérie seniors est dominé par les mêmes noms depuis plusieurs années, et ça a été confirmé aujourd'hui (vendredi, ndlr). Concernant le niveau technique global de cette première journée, il est assez bon et très prometteur pour les jours à venir», a déclaré le secrétaire général de l'instance, Samir Mayana. Ce rendez-vous sportif a enregistré la participation de 184 athlètes chez les messieurs et 84 chez les dames, issus de 22 Ligues de wilaya. Selon le même responsable, cette compétition va permettre

aux entraîneurs nationaux de prospecter de nouveaux talents susceptibles de renforcer les rangs de la sélection nationale seniors. «J'estime que plusieurs athlètes vont se donner à fond sur le tapis pour assurer des places dans les différentes équipes nationales en vue d'une éventuelle convocation en équipe nationale qui participera au Championnat arabe prévu les 28 et 29 janvier prochains aux Emirats arabes unis, avant d'aborder dans les mêmes lieux, un tournoi international entre le 1^{er} et le 3 février, classé en G1», a expliqué le SG.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mostaganem

Vingt-six personnes appréhendées dans trois tentatives de harga

VINGT-SIX personnes ont été arrêtées lors de trois tentatives d'émigration clandestine enregistrées ces dernières 24 heures dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris samedi du groupement territorial des garde-côtes. Les unités des garde-côtes ont intercepté vendredi, 10 personnes se trouvant à bord d'une embarcation de fabrication traditionnelle à 40 miles marins (64 km) au nord de Cap Ouilis, dans la commune de Benabdlemalek Ramdane (35 km à l'est de Mostaganem). Le même jour, dans la soirée, une autre embarcation a été interceptée, avec à son bord 13 candidats à l'émigration clandestine. L'interception a été opérée à 2 miles marins (3,2 km) au nord de Salamandre, à l'ouest de Mostaganem. Les deux groupes composés de 23 personnes ont été

conduits au port commercial de Mostaganem pour suivre les procédures réglementaires en vigueur dans ce genre de cas, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, des unités des garde-côtes ont mis en échec, avec la collaboration du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, une troisième tentative d'émigration clandestine à partir de la plage de Kef Lesfar, à Sidi Lakhdar (50 km à l'Est de Mostaganem). Trois individus ont été arrêtés alors qu'ils préparaient un départ clandestin en direction de l'autre rive de la Méditerranée. Un zodiac ainsi qu'un moteur ont été saisis. Les vingt-six mis en cause seront présentées devant la justice pour tentative de quitter clandestinement le territoire national par mer.

Kamel L.

Lutte antiterroriste

13 obus et une bombe de confection artisanale détruits à Ain Defla

TREIZE obus et une bombe de confection artisanale ont été découverts et détruits vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire dans la wilaya d'Ain Defla, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau

des drogues dans notre pays, un détachement combiné de l'ANP a saisi, à Ghardaïa/4e RM une grande quantité de kif traité s'élevant à 500 kilogrammes», note le communiqué, ajoutant que «d'autres détachements en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 136 kilogrammes de la même substance à Maghnia et El Oued».

K. Y.

Fuite de gaz dans un puits injecteur à Hassi-Messaoud

La situation a été «très vite maîtrisée»

UNE FUITE de gaz survenue jeudi au niveau d'un puits injecteur de gaz, situé à 30 km au nord de Hassi-Messaoud, loin de la zone urbaine, a été très vite maîtrisée par les équipes spécialisées de la Sonatrach, indique samedi la compagnie nationale dans un communiqué. «Suite à une fuite de gaz, constatée jeudi 2 janvier, vers 19h30, au niveau

de ce puits injecteur, les équipes spécialisées de Sonatrach sont aussitôt intervenues et ont pris toutes les dispositions techniques et de sécurité pour le contrôle de la situation», souligne la compagnie. «Aucun dommage humain n'a été enregistré et aucun impact sur l'environnement n'a été constaté», rassure Sonatrach.

L. O.

Asphyxie au monoxyde de carbone

11 morts depuis début janvier

ONZE personnes sont décédées par inhalation du monoxyde de carbone suite à l'utilisation de dispositifs de chauffage, depuis le 1er janvier dernier, à travers le territoire national, selon un bilan établi samedi par la Protection civile. Les caractéristiques du monoxyde de carbone font de lui «un

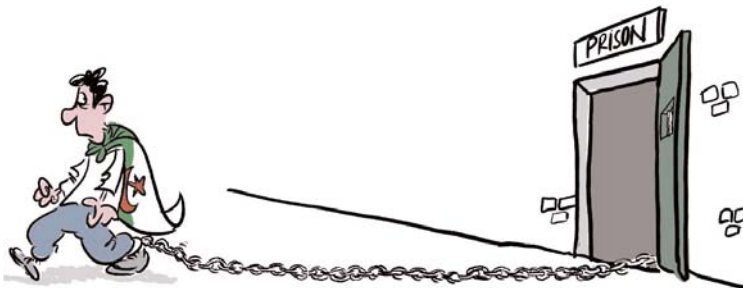
poison redoutablement discret, qui agit le plus souvent dans les habitations, principalement en hiver, selon la Protection civile, ajoutant que la baisse des températures «augmente les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité,

l'absence de ventilation, le mauvais montage, un défaut d'entretien et l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage». La Protection civile, pour qui «la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques», appelle les

citoyens à respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies. Elle conseille les citoyens à «ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage (au moins 10 minutes par jour), à ne pas laisser un

moteur de voiture en route dans un garage fermé, à entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel et à appeler le numéro d'urgence de la Protection civile le 14 et le numéro vert 1021 en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace».

Les détenus du Hirak libérés



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Bientôt le lancement des travaux de mise à niveau et de modernisation

Du mieux pour le tunnel de Kherrata à Béjaïa

■ Les travaux de mise à niveau du tunnel de Kherrata devraient être entamés prochainement. Un avis d'appel d'offres national a été publié la semaine dernière dans la presse nationale.

Par Hocine Cherfa

Cette opération est répartie en six lots. A rappeler que l'opération en question a été inscrite dans le cadre du programme sectoriel déconcentré pour l'année 2019 et l'avis d'appel d'offres national lancé en août dernier par la direction des travaux publics de la wilaya de Béjaïa. Plusieurs travaux seront exécutés pour moderniser cet ouvrage d'art aux fins d'éliminer les causes directes du danger pesant sur la vie des automobilistes. Ces travaux de réhabilitation vont être réalisés sur 6 km. Ils porteront sur la mise à niveau du génie civil, des revêtements, des systèmes d'étanchéité, de drainage des eaux, l'alimentation électrique, la ventilation, le désenfumage, la lutte contre les incendies mais aussi l'éclairage, la vidéosurveillance ainsi que du réseau d'appels d'urgence. Autrement dit, la réalisation, la détection d'incendie, la barrière de fermeture, le contrôle du gabarit, le comptage de véhicules, la signalisation variable, la sonorisation, le centre de contrô-

le et le câblage sont également concernés. Une enveloppe financière de l'ordre de 200 milliards de centimes est d'ores et déjà mobilisée pour les besoins de cette opération. La première tranche de cette opération nécessite un budget global de 480 milliards de centimes. Un bureau d'études avait rendu des conclusions et recommandations lors d'une étude de mise à niveau du système de sécurité et

d'aération de cet ouvrage d'art qui avait été mis en service en 1988. Il s'agit à travers ces opérations de réduire au maximum les désagréments pouvant mettre en danger la vie des conducteurs au niveau de ce tunnel réputé pour être un point noir aux usagers. Plusieurs accidents mortels se sont produits à l'intérieur du tunnel dont le dernier avant-hier. Il a fait quelques blessés.

H. C.

Laghouat

Un mort et un blessé dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu samedi à Laghouat, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit sur la route nationale RN-23, sur le tronçon reliant Aïlou et Laghouat, précisément dans la région Oued-Meska, suite à une collision entre un véhicule utilitaire (en dépasse-

ment dangereux) et un camion-citerne venant en sens inverse, causant la mort sur le coup du chauffeur du véhicule et des blessures à une autre personne, selon la même source. Le corps de la victime (37 ans) a été déposé à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) Hmida-Benadjila de Laghouat où a été également évacué le blessé.

O. N.